



# APPEL A PROJET 2026

« Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental » - Partenariats scientifiques-pêcheurs

---

**Objectif spécifique 1.1 du FEAMPA – type d'action 1**  
« Partenariats scientifiques-pêcheurs »

## CAHIER DES CHARGES

**Date de lancement de l'appel à projet : 31 janvier 2026 (heure de Paris)**

**Date de clôture de l'appel à projet : 30 avril 2026 (heure de Paris)**

**Contact : [feampa@franceagrimer.fr](mailto:feampa@franceagrimer.fr)**

## **Sommaire :**

- I. Objectifs de l'appel à projet
- II. Conditions d'éligibilité
- III. Critères de sélection
- IV. Intensités d'aide publique et taux de cofinancement FEAMPA
- V. Principales contreparties publiques nationales
- VI. Calendrier prévisionnel
- VII. Composition des dossiers

## **I. Objectifs de l'appel à projets**

L'amélioration des connaissances sur l'état de certains stocks et sur les activités de certaines pêcheries passe par une collaboration renforcée entre les scientifiques et les pêcheurs. Le FEAMPA est donc mobilisé pour améliorer la connaissance des ressources et des activités halieutiques en renforçant les échanges et collaborations entre ces deux groupes d'acteurs. Dans cet objectif, le programme opérationnel du FEAMPA prévoit que les partenariats scientifiques-pêcheurs contribuent à l'amélioration de la connaissance sur les stocks halieutiques et les activités de pêche en dehors du cadre réglementaire sur la collecte de données et pourront être mobilisés notamment pour améliorer la connaissance sur des stocks ou des paramètres non suivis par la collecte de données réglementaire (ex. évaluation de certains stocks côtiers ou localisés, détermination de paramètres comme le taux de survie ou la mortalité, amélioration des connaissances sur les rejets ou l'effort de pêche, suivi de l'abondance saisonnière ou des migrations, impact du changement climatique sur les stocks et les pratiques de pêche...). Les projets intégrant une dimension d'amélioration des connaissances sur l'impact du changement climatique sur les stocks d'intérêt halieutique seront priorisés. Les projets pourront mobiliser les séries de données collectées dans d'autres cadres, notamment les données collectées au titre de la DCF (OS 1.4) ou de la DCSMM.

Pour répondre à ces différents besoins, le présent appel à projet vise à financer des projets répondant à un ou plusieurs des 4 volets suivants :

- **Volet 1: Suivi régulier de l'état des stocks halieutiques par des indices d'abondance,**
- **Volet 2: Amélioration des connaissances des captures, des rejets et de l'effort de pêche,**
- **Volet 3: Connaissance des espèces halieutiques et amélioration des diagnostics pour une exploitation au RMD,**
- **Volet 4: Diffusion nationale ou interrégionale des données et résultats.**

Le présent appel à projet financera en priorité les projets répondant aux volets 1, 2 et 3 et répondant aux priorités suivantes :

- Concernent les **régions ultra-périphériques** (RUP) ou la **Méditerranée**,
- Contribuent à l'amélioration des connaissances sur des stocks dont **l'état n'est pas ou peu connu**,
- Contribuent à l'amélioration des connaissances sur la **pêche de loisir** ou les **poissons amphihalins**.

### **Volet 1: Suivi régulier de l'état des stocks halieutiques par des indices d'abondance**

L'évaluation de l'état des stocks halieutiques peut être effectuée par la production d'indices d'abondance basés sur des campagnes scientifiques régulières. Cette procédure nécessite un échantillonnage standardisé par un protocole robuste et répétable. Le protocole renseigne la zone d'étude, le nombre et la position des stations, etc. Il couvre une partie significative de l'aire de répartition du stock à évaluer et permet de calculer des indices d'abondance qui peuvent être comparés au cours du temps. Ce protocole est indépendant de

l'activité de pêche commerciale, néanmoins des navires de pêche peuvent être impliqués dans sa mise en œuvre.

#### **Exemples de projets**

- Campagne océanographique d'évaluation des stocks halieutiques réalisée par des navires de pêche, à condition qu'au moins un organisme scientifique soit partenaire, et qu'il valide le protocole d'échantillonnage;
- Campagne océanographique d'évaluation des stocks halieutiques réalisée par des navires scientifiques, à condition qu'au moins une organisation professionnelle soit partenaire ;
- Campagne océanographique d'évaluation des stocks halieutiques réalisée conjointement par des navires scientifiques et des navires de pêche, à condition qu'au moins une organisation professionnelle et un organisme scientifique soit partenaire ;
- Évaluation de gisements de coquillages exploités par la pêche à pied professionnelle à condition qu'au moins une organisation professionnelle et un organisme scientifique soit partenaire.

## **Volet 2 : Amélioration des connaissances des captures, des rejets et de l'effort de pêche**

Les obligations déclaratives, et les protocoles d'échantillonnage de la DCF qui concernent l'effort de pêche, les captures et les débarquements, sont dans certains cas insuffisamment détaillés pour permettre une bonne compréhension de la dynamique des activités de pêche et des ressources halieutiques. Ce volet contribue donc à une meilleure connaissance des captures, rejets et de l'effort de pêche (y compris de la pêche de loisir). Il contribue aussi à une meilleure connaissance de la dimension spatiale des activités de pêche en particulier en favorisant les partenariats visant au développement d'indicateurs à différentes échelles spatiales (quartier maritime, départements, régions...). Ce volet inclut l'acquisition de données par enquêtes socio-économiques et auto-échantillonnage. Le suivi des captures accidentnelles d'espèces protégées n'est pas inclus dans ce volet, car il est réalisé dans le cadre de l'OS 1.4 « collecte de données », qui met en œuvre la collecte des données (DCF) ou dans le cadre de l'OS 1.6 « contribution à la protection et à la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques ».

#### **Exemples de projets :**

- Enquêtes auprès des navires de pêche pour évaluer la distribution spatiale de l'effort de pêche et des captures (hors obligation réglementaire) ;
- Mise en place de capteurs sur les engins de pêche pour décrire l'effort de pêche ;
- Installation d'équipements d'échantillonnage scientifique automatisé ;
- Amélioration des méthodes de calcul des CPUE ;
- Echantillonnage et quantification des rejets en complément du programme Obsmer ;
- Acquisition de données spatiales sur les pratiques de pêche ;
- Collecte de données liées à l'activité de pêche réalisée par un pêcheur au cours de sa marée (auto-échantillonnage).

## **Volet 3 : Connaissance des espèces halieutiques et amélioration des diagnostics pour une exploitation au RMD**

L'exploitation des stocks halieutiques au rendement maximum durable (RMD) est un objectif prépondérant de la PCP. La détermination du RMD et l'évaluation de l'état des stocks par rapport à cette cible repose sur des modèles démographiques qui nécessitent de connaître de nombreux paramètres du cycle de vie des espèces halieutiques, et également de connaître la réponse de ces espèces aux changements environnementaux.

Ce volet participe donc à l'amélioration de la connaissance de ces paramètres : mortalité naturelle, relations stock-recrutement, taux de migration, croissance, méthodes d'estimation de l'âge, etc. afin d'améliorer les modèles d'évaluation des stocks. Ce volet pourra participer également à l'amélioration de la compréhension des impacts du changement climatique ou des changements d'origine anthropiques sur la ressource halieutique. Les données collectées dans d'autres cadres (notamment au travers de la collecte de données halieutiques opérée au titre de l'OS1.4 ou de la DCSMM) pourront être mobilisées dans le cadre de ces projets.

**Exemples de projets :**

- Etudes de marquage d'individus ;
- Etude de génétique des populations ;
- Prélèvements biologiques sur des espèces d'intérêt halieutique
- Développement de modèles démographiques spécifiques.
- Guide d'identification des espèces d'intérêt halieutique pour améliorer la qualité des données

#### **Volet 4 : Diffusion nationale ou interrégionale des données et résultats**

Ce volet couvre l'organisation d'actions de communication à l'échelle nationale ou interrégionale (séminaires, colloques, flyers, sites internet, portails de diffusion ou de visualisation de données...) à destination des professionnels de la pêche ou des pêcheurs de loisir (a minima mais le public ciblé peut être élargi) présentant les travaux financés au titre de :

- OS 1.1 « Partenariat scientifiques-pêcheurs »
- OS 1.4 « Collecte de données »
- OS 1.6 « Contribution à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques »
- OS 4.1 « Renforcement de la gestion durable des mers et des océans par la promotion des connaissances du milieu marin, de la surveillance maritime »

Les partenaires de projets répondant aux thématiques du partenariat scientifiques-pêcheurs mais qui n'auraient pas été financés au titre des OS cités plus haut peuvent également déposer des projets d'actions de communication dans la mesure où à la fois un partenaire scientifique et un partenaire professionnel ou représentant la pêche de loisir sont impliqués.

Ce volet peut également financer des projets visant à faciliter la diffusion des données entre scientifiques, professionnels et/ou pêcheurs de loisir (par exemple mise à disposition de bases de données, développement de plateforme de saisie de données, ...), à condition que ces projets ne soient pas redondants avec des dispositifs déjà existants et prévoient une compatibilité avec ceux-ci le cas échéant.

Ce volet peut également financer des projets relatifs à l'amélioration de la qualité des données en priorité dans les régions ultra-périphériques (RUP), à condition que ceux-ci soient à destination des professionnels (par exemple des guides d'identification des espèces à destination des professionnels).

Les projets doivent être déposés dans les délais prévus par l'appel à projet (cf VI. Calendrier Prévisionnel). La nature des dépenses éligibles est listée dans la fiche « Critères de sélection » de l'OS1.1 TA1 « Partenariat scientifiques-pêcheurs », disponible sur le site de France AgriMer.

Les guides d'aide au bénéficiaire et au dépôt de projet sur la plateforme Synergie sont disponibles via l'adresse suivante : <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/programmes-europeens/le-programme-national-feampa-2021-2027> .

## II. Conditions d'éligibilité

### 1) Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires

Pour l'ensemble des volets, les bénéficiaires éligibles sont (cf. annexe 1, liste non-exhaustive) :

- les établissements publics ayant des missions de recherche sur le milieu marin ;
- les établissements publics ayant des missions d'appui aux politiques publiques pour la protection et la gestion durable du milieu marin ;
- les organismes techniques ayant des missions d'expertise du milieu marin ;
- les organisations professionnelles de la pêche ;
- les organisations non gouvernementales dont les actions sont liées au milieu marin, à la pêche professionnelle ;
- les associations de pêcheurs de loisir en mer ;
- les pôles de compétitivité.

Sont éligibles uniquement les structures dont le siège social est basé en France.

Si le bénéficiaire fait partie d'une des catégories précisées ci-dessus mais n'est pas recensé dans l'annexe 1, l'autorité de gestion peut rendre le bénéficiaire éligible en justifiant sa décision et en prenant les dispositions qui s'imposent.

Pour cette mesure, l'intervention de pêcheurs (participation à titre individuel) est envisagée sous la forme de prestations pour le compte d'un des organismes bénéficiaires éligibles.

### 2) Conditions d'éligibilité portant sur les projets

Afin de répondre aux deux objectifs majeurs de l'OS 1.1 « Partenariat scientifiques-pêcheurs », l'éligibilité des projets est définie de la manière suivante.

**Un projet ne peut pas bénéficier** d'un soutien financier au titre de OS 1.1 « Partenariat scientifiques-pêcheurs » :

- s'il concerne la réalisation d'une des campagnes scientifiques inscrite dans le tableau 1 de la décision d'exécution (UE) 2021/1168 de la Commission européenne ou bien inscrite dans le plan de travail national (PTN) de collecte de données en vigueur. Ces campagnes sont éligibles à l'OS 1.4 « collecte de données » ;
- s'il concerne une opération de collecte de données déjà mise en œuvre dans le PTN en vigueur en application du règlement relatif à la collecte des données. Ces opérations sont éligibles à l'OS 1.4 « collecte de données » ; néanmoins les opérations prévues dans un projet financé par l'OS 1.1 « Partenariat scientifique-pêcheur » peuvent venir

- renforcer un échantillonnage déjà existant dans le PTN si cela est scientifiquement justifié ;
- s'il porte sur l'acquisition de connaissances de l'efficacité d'un équipement innovant ou d'une stratégie innovante (éligible à l'OS 1.1 – article 14 « innovation ») ;
- s'il porte sur l'acquisition de connaissances sur les interactions entre les activités de la pêche et l'environnement marin (éligible à l'OS 1.6 – article 25) ;
- s'il porte sur l'acquisition de connaissances uniquement relative à des habitats ou espèces protégées (éligible à l'OS 4.1 - article 32).

**Un projet est éligible à l'OS 1.1 « Partenariat scientifiques-pêcheurs » volets 1 à 3 - conditions cumulatives :**

- si le projet a une durée inférieure ou égale à 3 ans ;
- si la part des aides publiques demandés par le(s) bénéficiaire(s) – i.e. total des contributions FEAMPA et contributions publiques nationales - du projet dans sa totalité est supérieure ou égale à 16 500€ ;
- si les aides publiques demandées par chacun des bénéficiaires – i.e. total de la contribution FEAMPA et de la contribution publique nationale par partenaire - sont supérieures ou égales à 5 000 € ;
- s'il s'inscrit a minima dans un des volets 1 à 3 du cadre méthodologique ;
- si l'ensemble des partenaires du projet convient d'une convention de partenariat et que la convention implique a minima la participation :
  - d'un organisme scientifique OU d'un centre technique (Cf. liste non exhaustive de l'annexe 1)
  - ET
  - d'une organisation professionnelle du secteur de la pêche professionnelle OU d'une association de pêcheurs de loisir en mer.

Si le bénéficiaire fait partie d'une des catégories précisées ci-dessus mais n'est pas recensé dans l'annexe 1, ce dernier adresse une demande motivée auprès de l'autorité de gestion qui statue ;

- s'il porte sur des espèces marines ou amphihalines d'intérêt halieutique et/ou s'il concerne le secteur de la pêche professionnelle et/ou de la pêche de loisir. S'il concerne uniquement la pêche de loisir sans associer de partenaires professionnels, le projet doit porter sur des espèces d'intérêt pour la pêche professionnelle ;
- s'il intègre une étape de transfert de connaissance auprès du secteur socioprofessionnel.

**Un projet est éligible à l'OS 1.1 « Partenariat scientifiques-pêcheurs », volet 4 - conditions cumulatives :**

- si le projet a une durée inférieure ou égale à 3 ans<sup>1</sup> ;
- s'il s'inscrit dans le volet 4 du cadre méthodologique ;
- le projet porte sur l'organisation d'actions de communication à l'échelle nationale ou interrégionale (séminaires, colloques, flyers, sites internet, par ex à l'échelle de la Méditerranée ou de l'ensemble des RUP) à destination des

---

<sup>1</sup> Les projets doivent impérativement être terminés à la date du 20/06/2029

professionnels de la pêche (a minima mais le public ciblé peut être élargi) présentant les travaux financés au titre des OS 1.1.1, OS 1.4 « collecte de données », OS 1.6 et OS 4.1. Les partenaires de projets répondant aux thématiques du partenariat scientifiques-pêcheurs mais qui n'auraient pas été financés au titre des OS 1.1.1, OS 1.4 « collecte de données », OS 1.6 et OS 4.1 peuvent également déposer des projets d'actions de communication dans la mesure où à la fois un partenaire scientifique et un partenaire professionnel sont impliqués. Un même dossier peut intégrer des actions de communication de données relatives à plusieurs projets distincts ;

- OU le projet porte sur la diffusion des données entre scientifiques et pêcheurs professionnels ou de loisir (par exemple mise à disposition de bases de données, développement de plateforme de saisie ou de visualisation de données, ...), à condition que ces projets ne soient pas redondants avec des dispositifs déjà existants et prévoient une compatibilité avec ceux-ci le cas échéant ;
- OU le projet porte sur l'amélioration de la qualité des données en priorité dans les RUP, à condition que ceux-ci soient à destination des professionnels (par exemple des guides d'identification des espèces à destination des professionnels).

#### **N.B. précisions concernant le non-financement répété d'un même projet :**

Un projet de suivi scientifique (par exemple campagne à la mer) peut bénéficier d'un soutien du FEAMPA à plusieurs reprises à condition que les projets se succèdent dans le temps. En effet chaque nouveau projet apporte de nouvelles connaissances ou de nouvelles données à la série chronologique. Dans ce cas, un dossier de demande d'aide doit être de nouveau déposé pour la nouvelle période à couvrir : par exemple un dossier doit être établi pour une campagne scientifique pour la période 2022-2024 puis pour le renouvellement de la campagne pour la période 2025-2027.

### **III. Critères de sélection**

**Pour les volets 1 à 3**, la sélection des projets s'appuiera sur les critères de sélection suivants :

- Qualité scientifique et technique du projet ;
- Qualité du partenariat ;
- Organisation et faisabilité du projet ;
- Niveau d'implication des professionnels de la pêche et/ou des pêcheurs de loisir dans le projet ;
- Adéquation du projet à un besoin en données, en diffusion de données ou en connaissance.

**Pour le volet 4**, la sélection des projets s'appuiera sur les critères de sélection suivants :

- Organisation et faisabilité du projet ;
- Adéquation du projet à un besoin en données, en diffusion de données ou en connaissance.

Les projets seront notés sur la base d'une grille de notation fournie en annexe 2. En particulier, les projets répondant à des besoins de connaissances en outre-mer et en Méditerranée sur des stocks non évalués seront valorisés sur le critère « Adéquation du projet à un besoin en données, en diffusion de données ou en connaissance ».

#### **IV. Intensités d'aide publique et taux de cofinancement FEAMPA**

##### **1) Intensité d'aides publiques**

Conformément au règlement (UE) 2021/1139 :

<b>Intensité d'aide publique (FEAMPA + Contrepartie nationale)</b>	
Cas général	50%
L'une des conditions suivantes est remplie : - L'opération est liée à la petite pêche côtière au sens du règlement UE 2021/1139 - L'opération se situe dans une région ultra-périphérique	85,00 %
Si l'opération ne satisfait aucune de ces conditions et si :	
Le demandeur (ou, en cas de partenariat, le partenaire) est un bénéficiaire collectif (dont organisation de pêcheurs)	60%
Le demandeur (ou, en cas de partenariat, le partenaire) est une organisation de producteurs ou une association d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles	75%
Le bénéficiaire est un organisme de droit public	85,00 %

Dans le cas où plusieurs taux seraient applicables à un même bénéficiaire, le taux le plus élevé est retenu.

Les partenaires d'un même projet peuvent bénéficier de taux distincts en fonction des critères définis ci-dessus.

## **2) Taux de cofinancement FEAMPA**

Le taux de cofinancement FEAMPA est fixé à 70% de l'intensité d'aides publiques.

## **V. Principales contreparties publiques nationales**

La contrepartie publique nationale (CPN – 30%) sera apportée par la DGAMPA.

## **VI. Calendrier prévisionnel**

L'appel à projet 2023 se déroulera selon le calendrier suivant :

**31 janvier 2026** : Lancement de l'appel à projet.

**30 avril 2026 – 17h (heure de Paris)** : Clôture de l'appel à projet. Les dossiers complets de réponse à l'appel à projets doivent être déposés sur la plateforme Synergie ([https://synergie-europe.fr/e\\_synergie/portail/FAM](https://synergie-europe.fr/e_synergie/portail/FAM)) impérativement avant cette date. Tout dossier déposé au-delà de cette date sera considéré comme inéligible.

**Mai - octobre 2026** : Instruction des dossiers et sélection des dossiers par le Comité de programmation FEAMPA.

**Automne 2026** : Signature des décisions attributives pour l'engagement comptable et juridique des dossiers.

## **VII. Composition des dossiers**

Les dossiers de réponse à l'appel à projets déposés **devront comprendre l'ensemble des pièces suivantes** :

- Le formulaire de demande d'aide dûment renseigné sur le portail de dépôt ;
- L'annexe financière à la demande d'aide dûment remplie indiquant le prévisionnel des dépenses ;
- Le dossier technique détaillant l'ensemble du projet dûment rempli ;
- Pour les volets 1 à 3, la convention de partenariat signée par l'ensemble des partenaires ;
- Les pièces justificatives communes à l'ensemble des mesures FEAMPA et les pièces justificatives spécifiques à l'OS 1.1 TA 1 « Partenariats scientifiques-pêcheurs » (cf annexe 3).

L'annexe financière à la demande d'aide, le dossier technique et la liste des pièces justificatives sont téléchargeables sur le site de FranceAgriMer: <https://www.franceagrimer.fr/filiere-peche-et-aquaculture/Accompagner/FEAMPA>

Le formulaire de demande d'aide et l'ensemble des pièces du dossier sont à remplir et à déposer sur la plateforme Synergie : [https://synergie-europe.fr/e\\_synergie/portail/FAM](https://synergie-europe.fr/e_synergie/portail/FAM). La région à laquelle est affiliée cet appel à projet est « FranceAgriMer », sur le programme suivant « Programme national FEAMPA FranceAgriMer 2021-2027 ».



## **Annexe 1 : Liste non exhaustive des bénéficiaires éligibles**

### **1. Liste des établissements publics ayant des missions de recherche sur le milieu marin**

#### **Certains établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) :**

- le Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)
- l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)
- l'Institut de recherche pour le développement (IRD)
- Le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN)

#### **Certains Établissements publics à caractère industriel et commercial :**

- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)
- L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)
- Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

#### **Les Établissements d'enseignement supérieur et de recherche**

Les établissements recensés sur le site du MESRI :

[Liste des principaux établissements d'enseignement supérieur](#)

[Liste des structures publiques de recherche actives](#)

**Les structures de coopération des établissements ayant des missions de recherche sur le milieu marin prévues au titre IV du livre III du code de la recherche.**

### **2. Liste des établissements publics ayant des missions d'appui aux politiques publiques pour la protection et la gestion durable du milieu marin et les ressources halieutiques**

#### **Certains établissements publics à caractère administratif (EPA) :**

- L'Office Français de la Biodiversité (OFB)
- L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer)
- Parcs nationaux de France (PNF)
- les Etablissements publics des Parcs nationaux ayant une partie maritime
- Les Agences de l'eau
- L'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)
- Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)
- Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL ou Conservatoire du littoral)

### 3. Liste des organismes techniques ayant des missions d'expertise du milieu marin

#### Les centres techniques régionaux :

- Synergie Mer et Littoral (SMEL)
- Syndicat Mixte pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche des Pays de Loire (SMIDAP)
- L'Association du Grand Littoral Atlantique (Aglia)
- *Le CEPRALMAR*
- Cellule de Suivi du Littoral Normand (CSLN)
- *Le Groupe d'Etudes des Milieux Estuariens et Littoraux (GEMEL)*
- *Le Centre pour l'Aquaculture, la Pêche et l'Environnement de Nouvelle Aquitaine – Expertise et Application (CAPENA)*

### 4. Liste des organisations professionnelles de la pêche

- 1) le Comité national, les Comités régionaux et les comités départementaux ou interdépartementaux des pêcheurs maritimes et des élevages marins
- 2) les organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs
- 3) les prud'homies de pêcheurs en Méditerranée
- 4) la Chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte
- 5) les syndicats professionnels du secteur des pêches maritimes

### 5. Liste des organisations non gouvernementales et associations dont les actions sont liées au milieu marin, à la pêche professionnelle

- Observatoires de la biodiversité
- WWF
- Greenpeace
- FNE
- Oceana
- Surfrider
- Planète Mer
- LPO
- Bloom
- Blue Fish
- APECS

### 6. Liste des associations de pêcheurs de loisir en Mer

- FFESSM (Fédération française des études et sports sous-marins)
- FFPS (Fédération française des pêches sportives)
- FFPM (Fédération française des pêcheurs en mer)
- FNPP (Fédération nationale de la plaisance et des pêches en mer)
- FNPSA (Fédération nautique de pêche sportive en apnée)
- FCSM Passion (Fédération chasse sous-marine passion)

## Annexe 2 : Grille de notation des projets

Seuls les critères 3 et 5 sont à évaluer pour l'évaluation des projets relevant uniquement du volet 4

CRITERES	SOUS-CRITERES	BAREME	NOTE	PONDERATION	NOTE
Critère 1 : Qualité scientifique et/ou technique du projet	<b>Objectifs</b> (clarté, état de l'art et objectifs du projet dans ce contexte, pertinence vis-à-vis du volet choisi)	5 points		1	
	<b>Méthodologie</b> (clarté, pertinence vis-à-vis des objectifs, rigueur)	5 points		1	
	<b>Résultats attendus</b> (clarté, nouveauté par rapport à l'état de l'art, cohérence vis-à-vis des objectifs, définition d'une stratégie de diffusion cohérente)	5 points		1	
					<b>/15</b>
Critère 2 : Qualité du porteur de projet (et du partenariat le cas échéant)	<b>Compétences</b> scientifiques et/ou techniques et <b>réalisations</b> sur la thématique, niveau d'implication du partenaire scientifique	5 points		1 (2 si pas de partenaires)	
	<b>Complémentarité</b> de l'expertise des partenaires	5 points		1 (0 si pas de partenaires)	
					<b>/10</b>
Critère 3 : Organisation et faisabilité du projet	<b>Calendrier, livrables et plan de charge</b> (niveau de détail et réalisme)	5 points		1	
	<b>Moyens</b> (clarté de la planification budgétaire et adéquation des moyens aux objectifs)	5 points		1	
	<b>Identification des risques</b> (identification des risques associés aux étapes du projet et présentation des solutions de secours envisagées)	5 points		1	
					<b>/15</b>
Critère 4 :				2	
Niveau d'implication des professionnels de la pêche et/ou des pêcheurs de loisir dans le projet		5 points			
					<b>10</b>
Critère 5 :				2	
Adéquation du projet à un besoin en données, en connaissance et/ou en partage et diffusion de ces données ou connaissances		5 points			
					<b>10</b>
<b>Note finale du projet</b>					<b>60</b>

**Pour critères 1, 2, 3 et 5 : (le barème ci-dessous, destiné à l'évaluateur, est indicatif)**

Note	Signification
0	Critère non traité ou ne pouvant être évalué en raison d'informations manquantes
1	Insuffisant
2	Médiocre
3	Bon
4	Très bon
5	Excellent – pour le critère 5, le maximum de 5 points ne pourra être attribué que si le projet intègre une dimension relative à l'impact du changement climatique sur la ressource halieutique.

**Pour critère 4 :**

Note	Signification
1	Le projet associe une organisation professionnelle et/ou de pêche de loisir en dehors d'un partenariat (ie. prestation et/ou participation au comité de suivi du projet)
2	Le projet repose sur un partenariat avec une organisation professionnelle <u>ou</u> de pêche de loisir, sans apport financier de celles-ci
3	Le projet repose sur un partenariat avec une organisation professionnelle <u>et</u> de pêche de loisir, sans apport financier de celles-ci
4	Le projet repose sur un partenariat avec une organisation professionnelle <u>ou</u> de pêche de loisir, avec apport financier de celle(s)-ci
5	Le projet repose sur un partenariat avec une organisation professionnelle <u>et</u> de pêche de loisir, avec apport financier de celle(s)-ci

### **ANNEXE 3 : Pièces justificatives à joindre à la demande d'aide spécifiques à l'OS1.1 « partenariat scientifiques-pêcheurs »**

Pour les catégories de dépense non listées ci-dessous, il convient de se référer au guide du bénéficiaire (dépenses de personnel, frais de missions, achat d'équipement et frais de sous-traitance...)

<b>Catégories de dépenses</b>	<b>Pièces à fournir pour le dossier de demande d'aide</b>
Dépenses de navire-aéronefs scientifiques	<u>Si le bénéficiaire est propriétaire du navire ou de l'aéronef :</u> Pour chaque campagne, barème des dépenses de navires ou d'aéronefs scientifiques, certifié par le bénéficiaire, accompagné d'une note méthodologique détaillant la nature et la ventilation des frais d'exploitation par navire.
Dépenses d'affrètement de navires de pêche professionnels	<u>Si le bénéficiaire affrète le navire ou l'aéronef :</u> La présentation des dépenses prévisionnelles d'affrètement des navires de pêche professionnelle ou de navires et aéronefs scientifiques est ventilée par zone géographique.
<i>Dépenses relatives à l'embarquement d'un observateur</i>	Les dépenses permettant de compenser l'emport d'un observateur à bord d'un navire de pêche, dans le cas où celui-ci oblige au débarquement d'un membre de l'équipage, sont prises en charge.
<i>Dépenses relatives à la prestation d'appui au montage et à la conduite du projet</i>	Les dépenses de prestation en appui à la passation de marchés publics ou au montage de projet sont éligibles, dans la limite de 3 % du total des dépenses éligibles.  Le demandeur doit fournir les documents permettant de vérifier le respect des principes de bonne gestion financière, de transparence et de non discrimination.
<i>Achat de matériel biologique à des fins d'analyse (dont notamment achat de poissons, coquillages pour la détermination de paramètres biologiques)</i>	Le demandeur doit fournir les documents permettant de vérifier le respect des principes de bonne gestion financière, de transparence et de non discrimination.

### **Annexe 4 : Pièces justificatives à joindre à la demande de paiement**

<b>Catégories de dépenses</b>	<b>Pièces à fournir dans le dossier de demande de paiement</b>
-------------------------------	--

<p>Dépenses de navire-aéronefs scientifiques</p> <p>Dépenses d'affrètement de navires de pêche professionnels</p>	<p><u>Si le bénéficiaire est propriétaire du navire ou de l'aéronef :</u></p> <p>→ Coût analytique journalier de chaque campagne, certifié par le bénéficiaire, accompagné d'une note méthodologique détaillant la nature et la ventilation des frais d'exploitation par navire.</p> <p>→ Extrait du rapport de mission justifiant la durée de chaque campagne scientifique.</p> <p><u>Si le bénéficiaire affrète le navire ou l'aéronef :</u></p> <p>→ factures acquittées</p> <p>→ contrats de sous-traitance</p> <p>→ justification du respect des principes de bonne gestion financière, de transparence et de non discrimination pour les cas où celle-ci n'a pas pu être apportée dans le dossier de demande d'aide.</p>
<p><i>Dépenses relatives à l'embarquement d'un observateur</i></p>	<p>Le bénéficiaire doit fournir les factures acquittées, ou les contrats entre lui et le navire de pêche.</p>
<p><i>Achat de matériel biologique à des fins d'analyse (dont notamment achat de poissons, coquillages à des professionnels pour la détermination de paramètres biologiques)</i></p>	<p>→ factures acquittées</p> <p>→ contrats de sous-traitance</p> <p>→ justification du respect des principes de bonne gestion financière, de transparence et de non discrimination pour les cas où celle-ci n'a pas pu être apportée dans le dossier de demande d'aide.</p>
<p><i>Dépenses relatives à la prestation d'appui au montage et à la conduite du projet</i></p>	<p>→ factures acquittées</p> <p>→ contrats de sous-traitance</p> <p>→ justification du respect des principes de bonne gestion financière, de transparence et de non discrimination pour les cas où celle-ci n'a pas pu être apportée dans le dossier de demande d'aide.</p>